

**bruno
manser
fonds**

respectons la forêt tropicale

tong tana

La tromperie sur les étiquettes
de l'huile de palme durable

juillet 2018

www.bmf.ch

La tromperie sur les étiquettes de l'huile de palme durable

Par Johanna Michel

L'huile de palme a fait une carrière incroyable, affichant aujourd'hui les records de ventes mondiaux des huiles végétales. On la retrouve dans les denrées alimentaires, les agrocarburants et les cosmétiques, ne laissant au consommateur que peu d'alternatives à l'achat : rares sont les pralinés qui n'en contiennent pas, même les poudres de lait pour bébés sans huile de palme sont difficiles à trouver. Mais où se situe la problématique et qu'en est-il véritablement de l'huile de palme durable ?

Les « déserts verts » frappent le touriste depuis l'avion, avant même de poser le pied sur le sol de l'État malais du Sarawak, autrefois recouvert de forêts pluviales. Les plantations de palmiers à huile couvrent près d'un cinquième de la superficie totale de la Malaisie et sont, si l'on en croit le programme de l'ONU pour l'environnement, la principale cause de la progression de la déforestation. Jour après jour, l'équivalent de 500 terrains de football de forêt pluviale cède la place à de nouvelles plantations de palmistes. L'utilisation d'engrais et de pesticides hautement

toxiques vient compléter l'addition. Un cocktail qui nuit non seulement à la biodiversité et à l'environnement, mais aussi à la population locale, dont on bafoue les droits territoriaux.

Le label RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil : la table ronde sur l'huile de palme durable), qui promet une culture durable du palmier à huile, devrait ici intervenir contre ces méfaits. Cependant, durant ses 15 années d'existence, le label n'a jamais réussi à garantir de durabilité ni écologique, ni sociale : ni la biodiversité, ni les droits humains n'ont à ce jour été durablement protégés. Les raisons en sont multiples et se classent en gros en deux catégories : primo, les directives laxistes et, secundo, leur mise en œuvre insuffisante en raison du manque de contrôles et des mécanismes de sanction inefficaces.

Les directives prévoient certes que ni des forêts pluviales primaires, ni des forêts particulièrement dignes d'intérêt ne peuvent être détruites pour la mise en place de plantations de palmistes, mais elles autorisent la destruction de forêts pluviales secondaires de grande valeur. Elles recommandent aussi la réduction des plantations sur les tourbières, mais n'interdisent toutefois pas la destruction de l'un des principaux puits de carbone sur la planète. Elles demandent aussi une réduction des pesticides hautement toxiques, sans toutefois en interdire l'utilisation. Par ailleurs, le salaire à la tâche, qui prévoit de payer les ouvriers et ouvrières non pas en fonction du temps travaillé, mais en fonction de la prestation, est monnaie courante dans les



à gauche: travailleur dans une plantation d'huile de palme
en haut à droite: transport d'huile de palme
en bas à droite: plantation au détriment d'une tourbière

plantations. À cela s'ajoute le fait que les objectifs de performances prescrits, souvent inatteignables par une personne individuelle, encouragent le travail des enfants, car ceux-ci doivent prêter main forte à leurs parents au lieu de pouvoir se rendre à l'école.

Ces directives, déjà très laxistes, ne peuvent en outre pas vraiment être mises en œuvre : les contrôles des plantations certifiées RSPO sont payés directement par les entreprises à contrôler. On ne prévoit pas non plus de contrôles indépendants. Difficile de motiver les employés à dénoncer eux-mêmes les éventuels manquements, compte tenu du risque professionnel encouru. Les directives existantes n'ont souvent aucun effet, car les mécanismes de contrôle, de plainte et de sanction ne fonctionnent pas. Ainsi, les directives RSPO prévoient par exemple que les entreprises de plantations de palmistes doivent tout d'abord consulter les communautés concernées. Pourtant, la mise en place de plantations sans consultation préalable des personnes concernées constitue la norme. Lorsque les communes s'opposent via le mécanisme de plaintes de la RSPO, elles doivent s'attendre à d'interminables procédures, qui ne débouchent que rarement sur des sanctions. Dans le cas de l'entreprise d'huile de palme IOI – un membre fondateur de la RSPO – le Bruno Manser Fonds a obtenu, en collaboration avec d'autres ONG, que l'entreprise soit exclue de la RSPO, cinq ans après la première plainte. Mais le succès n'a pas tenu longtemps : cinq mois après son exclusion, IOI était à nouveau admise à la table ronde. Cela

laisse planer des doutes justifiés sur l'efficacité fonctionnelle du mécanisme de sanction.

Par ailleurs, ce sont en première ligne les grands groupes d'huiles de palme qui profitent de la RSPO : selon leurs propres indications, 90 % des surfaces de culture certifiées sont en leurs mains. Les petites entreprises en revanche n'en font que 0,5 %. À ce jour, la RSPO ne sert donc clairement pas aux petits paysans.

Manque de directives, absence de contrôles indépendants, insuffisance des mécanismes de sanction... et malgré tout la RSPO devrait garantir au consommateur la durabilité dans l'huile de palme de Malaisie. La conclusion est claire : la RSPO est une tromperie sur les étiquettes! ■

La Suisse doit prendre ses responsabilités

Par Annina Aeberli

La consommation d'huile de palme en hausse régulière en Suisse renforce considérablement la destruction des forêts pluviales dans le Sud-est asiatique. En 2017, la Suisse a importé environ 30'000 tonnes d'huile de palme, près de la moitié provenant de Malaisie. Si nous n'entreprenons rien, cette quantité va encore croître à l'avenir. Les droits de douane sur l'huile de palme font actuellement l'objet d'intenses discussions : la Suisse, comme les autres États de l'AELE, négocient un accord de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie. La Malaisie réclame pour sa part une réduction des droits de douane sur l'huile de palme. Alors qu'à ce jour les huiles de colza et de tournesol suisses ne sont qu'à peine plus chères que l'huile de palme, une suppression des droits de douane reviendrait à rendre l'huile de palme environ trois fois moins chère que les huiles indigènes. La perte de compétitivité des huiles de colza et de tournesol ferait progresser la demande d'huile de palme, ce qui à son tour pousserait la Malaisie à défricher de nouvelles zones de forêts pluviales.

En 2016 déjà, le Bruno Manser Fonds réclamait, via une pétition signée par plus de 23'000 personnes, que l'huile de palme soit exclue des négociations menées dans le cadre de l'accord de libre-échange. Depuis lors, différentes motions et des initiatives cantonales ont été lancées sur ce sujet. En février dernier, le Conseil national a créé la surprise en se prononçant par 140 voix contre 35 dans le sens de notre préoccupation. Le Conseil des États se prononcera pour sa part en automne. Le Bruno Manser Fonds va s'investir, aux côtés d'autres organisations de la coalition pour l'huile de palme, pour que le Conseil des États se prononce lui-aussi contre une suppression des droits de douane dans le cadre du traité de libre-échange.

Il est grand temps que la politique suisse prenne ses responsabilités et que la Suisse apporte sa contribution à la protection des forêts pluviales. Notre politique et notre consommation ne doivent plus contribuer à la destruction de l'environnement et aux violations des droits humains. Nous devons faire des achats plus conscients et réduire de la sorte la demande d'huile de palme. Autrement notre faim pour ce produit engloutira les dernières forêts du Sud-est asiatique.

« L'explosion des plantations de palmistes au Sarawak constitue l'évolution destructrice encouragée par le gouvernement. »

Interview : Johanna Michel

Tong Tana : Comment es-tu devenu un activiste pour les droits coutumiers ?

Nicholas Mujah : C'était suite à un incident intéressant qui m'est arrivé en 1993, alors que j'habitais encore Miri. Un matin, j'ai reçu chez moi la visite de la police, qui m'a emmené au poste. J'y ai passé 24 heures, pour être interrogé puis accusé d'incitation de la population locale à se défendre pour ses droits coutumiers. Les motifs étaient que j'avais conduit cinq femmes blanches à Kuala Baram, à l'embouchure du fleuve Baram. J'étais encore très jeune, et innocent en termes de droits humains et environnementaux, et j'avais senti comme étant de mon devoir d'amener ces cinq femmes là où elles souhaitaient se rendre. Je n'avais aucune idée de qui elles étaient. Plus tard, j'ai appris qu'elles s'étaient enchaînées à une grue de cargo qui devait transporter des tonnes

de grumes. Elles allaient manifester contre les défrichages de la forêt pluviale. Cet incident m'a ouvert les yeux et m'a motivé à rejoindre la lutte.

Il y a deux ans, Bill Kayong, un activiste pour les droits territoriaux qui avait lutté contre les entreprises de plantations de palmistes, a été abattu en pleine rue. N'as-tu aucune crainte de faire le travail que tu fais ?

L'aspect sécuritaire est certainement le plus gros souci. Il faut rester conscient que l'on a affaire à des acteurs très riches et très puissants, et que ceux-ci n'ont aucun souci à engager des malfrats pour défendre leurs intérêts. À mon avis, il y a deux options : soit on reste muet et on admet que les droits soient restreints et méprisés, soit on rassemble ses forces et on travaille avec d'autres pour un monde plus juste.

Pourquoi l'huile de palme est-elle problématique ?

L'explosion des plantations de palmistes au Sarawak constitue l'évolution destructrice encouragée par le gouvernement. Elle détruit le lien des autochtones à leurs terres, leurs ressources et leur mode de vie. Elle encourage les déplacements forcés de la population locale, loin de leurs terres et de leur mode de vie originels. Même lorsque les droits fonciers ont été reconnus, la législation actuelle autorise les entreprises à déposséder les communautés de leurs terres coutumières, pour autant qu'elles offrent une compensation symbolique. Les entreprises travaillant dans le secteur de l'huile de palme ne respectent pas la population

locale et obtiennent en outre le soutien du gouvernement dans leur action. En outre, les problèmes sanitaires sont répandus pour les communautés sises à proximité des plantations de palmistes. Un problème découlant en premier lieu des eaux contaminées par les pesticides.

Que fait SADIA là-contre?

Nous offrons aux communes concernées un soutien juridique et documentons les faits et les preuves, qu'ils peuvent ensuite utiliser devant les tribunaux. Nous accompagnons les communautés dans la cartographie de leurs terres ancestrales et dans la recherche d'avocats qui puissent soutenir le dépôt des plaintes territoriales à moindres frais.

Que penses-tu de la table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO)?

Des systèmes comme la RSPO ne fonctionnent que si les entreprises sont véritablement enclines à améliorer leur pratique. Autrement dit, si elles souhaitent résoudre les conflits avec les populations locales concernées par les plantations.

Ce sont pour l'essentiel les grandes entreprises qui profitent de l'huile de palme. Pourquoi a-t-on donc vu des protestations de la part des petits paysans?

Les protestations ont été emmenées par l'organisation récemment fondée DOPPA (Dayak Oil Palm Planters Association), qui prétend représenter les agriculteurs autochtones. L'organisation n'est



Nicholas Mujah, 57 ans, est travailleur social indépendant et secrétaire général de l'organisation d'autochtones SADIA (Sarawak Dayak Iban Association), qui soutient les communautés autochtones dans leur lutte pour les droits territoriaux au Sarawak. Issu de l'ethnie Iban, il vit avec sa famille à proximité de Kuching, la capitale du Sarawak.

toutefois pas constituée de la population rurale, mais bien plutôt par des hommes d'affaires et certaines personnes qui souhaitent profiter des programmes du gouvernement. Le projet est subventionné par le gouvernement malaisien dans le but d'encourager les plantations de palmistes. J'ai participé à une rencontre de la DOPPA et j'ai eu le sentiment que l'organisation ne se souciait pas des besoins de la population locale, mais uniquement des affaires financières. Lorsque les protestations ont eu lieu en raison de l'interdiction de l'huile de palme dans les agrocarburants, ma suspicion s'est confirmée : à ma demande de la raison de leur protestation, ils ont répondu qu'ils voulaient davantage d'argent dans leur porte-monnaie.

Merci beaucoup pour l'interview, comme pour ton engagement en faveur des droits de la population locale! ■



ci-dessus: La population locale se défend contre les compagnies d'huile de palme.

ci-dessous: coalition pour l'huile de palme

photo de droite: ensemble de logements ouvriers sur une plantation



Nouvelles brèves

La Cour de justice de l'Union européenne condamne les défrichages dans la forêt de Bialowieza

Les protestations menées par les défenseurs de l'environnement contre les défrichages des dernières forêts primaires de plaine ont porté leurs fruits : la Cour de justice de l'Union européenne a condamné, en avril, le fait que la Pologne ait enfreint le droit européen, en autorisant des défrichages étendus dans la zone de protection de la nature. La plus haute instance

juridique européenne se place ainsi du côté des défenseurs de l'environnement qui, l'été passé, ont tenté de bloquer les défrichages illégaux au moyen de barricades. L'automne dernier, le Bruno Manser Fonds (BMF) déposait une pétition munie de près de 10'000 signatures à l'ambassade de Pologne à Berne, exigeant un arrêt des défrichages. Fin 2017, le tribunal avait déjà ordonné un arrêt provisoire des défrichages.

Elections historiques : le gouvernement de la Malaisie trébuche sur le scandale de corruption 1MDB

Un séisme politique secoue la Malaisie : 60 ans après l'indépendance de l'empire colonial britannique, les électeurs ont initié, pour la première fois dans l'histoire du pays, un réel changement démocratique de gouvernement au niveau national. La coalition quadripartite Pakatan Harapan, dirigée par l'ex-Premier ministre Mahathir Mohamad âgé de 92 ans et ancien membre de l'UMNO (Organisation nationale des Malais unis), a prévalu sur l'actuelle formation politique de l'UMNO dirigée par le Premier ministre déchu Najib Razak. La principale raison du résultat de l'élection est le scandale entourant le fonds souverain malaisien 1MDB qui avait été dépouillé de plusieurs milliards de dollars par le Premier ministre Najib et son environnement. En collaboration avec ses organisations partenaires locales, le BMF travaillera avec le nouveau gouvernement contre la corruption, pour



l'environnement et pour les droits des peuples autochtones.



La Suisse doit restituer à la Malaisie 104 millions de francs de gains issus de la corruption

Au mois de mars, le Bruno Manser Fonds et deux ONG malaisiennes ont demandé, au Palais fédéral, le remboursement à la population malaisienne de 104 millions de francs. À cet effet, ils ont déposé à la Chancellerie fédérale une pétition munie de 8039 signatures soutenant leur prétention. L'argent a été confisqué par la FINMA à trois banques suisses qui ont aidé des

hommes d'affaires proches du Premier ministre déchu Najib Razak, à piller le fonds public de Malaisie 1MDB. Aux dires du ministre des finances Ueli Maurer, l'argent saisi devrait être versé à la Caisse fédérale suisse, la base légale nécessaire pour le restituer à la Malaisie faisant défaut. Le nouveau Premier ministre malaisien Mahathir avait annoncé, à l'approche des élections, qu'il exigerait, s'il était élu, le remboursement de l'argent de la Suisse.

Un tribunal canadien rejette la remise des données financières de la famille Taib

Au mois de février, le BMF se rendait au Canada, en compagnie d'une délégation d'autochtones du Sarawak, à une séance de tribunal contre la famille de Taib Mahmud, le gouverneur corrompu du Sarawak. Le Bruno Manser Fonds exigeait de pouvoir consulter les documents financiers de l'entreprise immobilière Sakto, qui a vraisemblablement blanchi plus de 70 millions de dollars pour la famille Taib. Le

tribunal a rejeté la demande, argumentant qu'il ne pouvait accorder à un plaignant privé tel que le Bruno Manser Fonds davantage de compétences qu'à la police canadienne.

Entretien des ponts des Penan

Dans la région des Penan, le Bruno Manser Fonds a déjà réalisé quatre ponts suspendus. Christian Hügli, le constructeur de ponts du BMF, s'est rendu au Sarawak en mars et en avril, afin de vérifier la faisabilité de deux ponts supplémentaires. Il en a profité pour vérifier l'état des ponts existants et en a effectué l'entretien, afin d'en garantir la sécurité. Une fois les travaux d'entretien terminés, il a en outre étudié différentes options de protection contre les crues dans le village Penan de Long Iman. Suite aux défrichages, ce village est en effet régulièrement confronté à des inondations.



Impressum

Dans la langue des Penan de la forêt pluviale du Sarawak (Malaisie), « Tong Tana » signifie « dans la forêt ».

Éditeur: Bruno Manser Fonds
Association pour les peuples de la forêt pluviale
Socinstrasse 37, CH-4051 Bâle
Téléphone +41 61 261 94 74
Courriel: info@bmf.ch
Internet: www.bmf.ch

Rédaction: Johanna Michel, Annina Aeberli,
Jonas Schälle

Images: BMF

Traduction: Gaïa traductions

Graphisme: moxi ltd., Bienne

Impression: Hertig+Co. AG, Lyss

Production et expédition:

Agentur für Sozialmarketing, Zürich

Imprimé sur du papier 100% recyclé

Envoi des dons:

Postfinance, compte 40-5899-8

IBAN CH32 0900 0000 4000 5899 8